

COMMUNIQUÉ

Conférence d'étude sur le « triple nexus » : Coopération Efficace du Développement dans des Contextes de Conflits et de Fragilité

10 – 11 novembre 2019 | Amman, Jordanie

Le conflit et la fragilité représentent une grande menace mondiale pour la mise en œuvre du programme 2030 pour le développement durable. Actuellement, environ 1,8 milliards de personnes vivent dans le conflit et la fragilité. Les peuples les plus pauvres au monde sont également concentrés dans ces contextes. Il est prévu que le nombre de personnes pauvres vivant dans ces conditions précaires augmente de 80 % en 2030 (OCDE, 2018) [1]

L'assistance de développement officielle (APD) dans les contextes fragiles a augmenté entre 2009 et 2016 (OCDE, 2018). [2] Malgré la croissance des fonds humanitaires au fil des ans, ces derniers ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins grandissants des populations affectées. De plus, l'augmentation de l'aide humanitaire s'accompagne d'un investissement décroissant dans le développement, l'adaptation au changement climatique et l'égalité des genres.

Des solutions durables aux crises humanitaires ne sont pas possibles sans une paix durable et la résolution des sources des problèmes de développement. L'augmentation de l'utilisation de l'aide comme « solution rapide » aux urgences humanitaires, sans prendre en compte le développement sur le long-terme qui s'attaque aux causes profondes du conflit et de la fragilité, peut mettre en péril la vision d'une paix et développement durables. Les acteurs du développement doivent comprendre les défis uniques du développement dans les contextes fragiles si les efforts de coopération au développement visent à contribuer aux solutions durables en améliorant les conditions des peuples pauvres vivant dans le conflit et la fragilité.

La Conférence d'étude « *Défaire le triple nexus : Coopération efficace du développement dans des contextes de conflits et de fragilité* » a mis en lumière les nombreuses formes de crises humanitaires dans différentes régions du monde et leurs impacts sur les secteurs. Elle a permis d'examiner les implications de l'ensemble humanitaire-développement-paix (le « triple nexus ») en ce qui concerne les défis et les opportunités à répondre aux besoins des peuples les plus vulnérables.

CRISES DANS DIFFÉRENTES RÉGIONS DU MONDE

En Asie de l'ouest et en Afrique du nord, le conflit, la guerre et l'occupation continuent d'avoir des conséquences catastrophiques sur la pauvreté, le développement et la croissance, la sécurité alimentaire et le bien-être humain. Dans le Pacifique, les effets aggravants du changement climatique ont entraîné la migration et le déplacement de centaines de personnes de la région. En Asie, le nombre de réfugiés augmente à un rythme alarmant. Ces réfugiés sont victimes de plus de discriminations dans les pays hôtes et ne bénéficient pas des droits à l'éducation, à l'emploi et à la santé appropriés. En Afrique, le conflit et l'instabilité comme conséquences de la guerre civile, les conflits frontaliers et intra-étatiques ont été des moteurs de la persistance de la famine sur le

continent. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le nombre de demandeurs d'asile à la frontière États-Unis/Mexique augmente rapidement. Ils souffrent de manque de nourriture, d'eau, d'hygiène et sont victimes de violence et d'agressions physiques dans les centres de détention d'immigration.



Participants à la conférence d'étude sur le « triple nexus »

Les secteurs marginalisés sont souvent ceux qui sont le plus touchés par les crises humanitaires. La guerre et le militarisme affectent particulièrement les femmes. Elles sont souvent forcées de migrer à cause des conflits ou parce qu'elles sont victimes de violences sexuelles. En parallèle, les agriculteurs et les communautés rurales sont de plus en plus touchés par les effets de la sécheresse et des catastrophes naturelles, liées au changement climatique. Les activités de développement financées par les donateurs et les institutions financières internationales peuvent également aggraver la détresse des groupes vulnérables. Par exemple, les territoires autochtones deviennent des sites d'exploration pétrolière, pour les industries extractives, les exploitations minières et les projets géothermiques sans que les communautés indigènes n'aient été préalablement informées ou n'aient donné leur accord. Ces activités, soutenues par la fusion de l'APD et des financements privés, ont alimenté le conflit et la militarisation, généralisé le déplacement des villages, la violation des droits et la perte de vies des secteurs marginalisés.

Les réalités actuelles dans les contextes de conflit, fragilité et occupation reflètent le pire des crises humanitaires ayant enfreint de nombreuses lois internationales et nombreux instruments de l'ONU, si ce n'est toutes et tous.

Les armes de guerre vont bien au-delà de l'artillerie et incluent notamment le déni flagrant des droits de l'homme fondamentaux (tels que l'accès à l'eau, à la nourriture, au sommeil et à l'éducation), le génocide des peuples, le massacre d'enfants et le viol de femmes. Ces situations entraînent également des états d'urgence dans le secteur de la santé avec une famine généralisée et des épidémies répétées de maladies mortelles comme le choléra. Pour améliorer leur vie, les peuples touchés par la pauvreté prennent des risques mortels. Les personnes les plus vulnérables sont victimes d'abus physique,

mental et émotionnel au quotidien à cause de ces situations. L'aide est devenue un outil de guerre pour alimenter la dépendance des peuples, comme en Palestine sous occupation israélienne.

Décortiquer les problèmes autour du « triple nexus »

Les rapports des régions et des secteurs indiquent tous le manque de cohérence des stratégies de développement, humanitaires et de paix au sein des politiques nationales et régionales. Dans le cas des crises frontalières et liées aux réfugiés en Asie et ALC, la priorité des politiques de développement national est la sécurité nationale. Les gouvernements se soucient plus de grever les ressources locales permettant d'accueillir le flot de réfugiés. Par conséquent, les gouvernements sont moins intéressés par le bien-être et les droits de l'homme des réfugiés et des demandeurs d'asile. Résoudre les causes qui poussent les personnes à fuir leurs pays d'origine n'est pas l'objectif des politiques nationales. La plupart des pays en Asie, par exemple, manquent de cadres juridiques nationaux pour traiter les migrations forcées, ce qui entraîne la négligence des réfugiés et des demandeurs d'asile. Dans la région MENA, l'aide à Gaza est restreinte au soutien des cultures qui ne font pas concurrence aux exportations agricoles israéliennes et ne sont pas destinées aux besoins agricoles de Gaza. Dans le Pacifique, le problème de la migration due au changement climatique n'est pas convenablement traité dans les documents de politique régionale.

Par moments, les méthodes de redressement et réhabilitation des gouvernements augmentent également la vulnérabilité des communautés affectées via des politiques qui privilégient les intérêts des grosses entreprises plutôt que les besoins des communautés affectées par les conflits et les catastrophes. Les conséquences se ressentent chez les agriculteurs et les communautés rurales en Éthiopie et aux Philippines. Les politiques orientées vers une agriculture commerciale privée à grande échelle ont tendance à négliger les besoins des petits exploitants et à détériorer l'insécurité alimentaire.

Les rapports mettent également l'accent sur l'abus des fonds de secours de la part des donateurs pour justifier et renforcer la présence militaire dans des zones enclines aux catastrophes. La présentation du secteur rural a expliqué comment l'aide humanitaire a servi de prétexte pour l'Enhanced Defense Cooperation Agreement polémique entre les Philippines et les États-Unis, qui autorisait les troupes américaines à baser leurs installations militaires aux Philippines dans le cadre de secours humanitaires.

Les intérêts géopolitiques et économiques motivent de plus en plus les politiques étrangères des fournisseurs d'aide. Par exemple, les États-Unis développent leur soutien militaire pour unir des pays afin de contrer l'influence de la Chine et faire progresser leurs objectifs géopolitiques. Ces activités risquent de créer des conflits et d'amplifier la crise humanitaire. La modernisation des règles de l'APD risque de détourner davantage l'utilisation de l'APD pour soutenir et légitimer les mesures répressives des initiatives soi-disant contreterroristes et liées à la sécurité dans des pays en développement. Elle permet aussi de déclarer les coûts des réfugiés comme APD, ce qui réduit encore plus le budget de l'aide programmé pour combattre la pauvreté dans les pays en développement. En parallèle, les dépenses militaires des donateurs augmentent alors que les donateurs luttent continuellement pour honorer leur ADP et leurs engagements

en matière de financement de la lutte contre le changement climatique. L'écart énorme entre les budgets militaires d'un côté et l'aide au développement et le financement de la lutte contre le changement climatique de l'autre, reflète les objectifs contradictoires qui compromettent les efforts pour faire progresser le développement durable et la paix.

Il existe également un manque d'inclusion des groupes de la société civile dans les processus de prise de décision pertinente. Dans la région MENA et le Pacifique, la participation des OSC est quasi inexistante. Pendant ce temps, dans la zone ALC, les OSC sont victimes d'abus, d'arrestation et de surveillance par les forces du gouvernement suite à l'aide humanitaire qu'elles apportent aux demandeurs d'asile à la frontière.

À leur échelle, les OSC jouent un rôle fondamental dans l'aide des groupes vulnérables. Le rapport ALC a présenté les OSC qui fournissent des services d'aide humanitaire, notamment la formation juridique et l'assistance médicale, aux demandeurs d'asile. Elles s'engagent également dans la défense des politiques et le renforcement de la solidarité nationale et internationale dans les organisations et les pays. Comme indiqué dans le rapport d'Afrique, les OSC s'impliquent également dans des négociations de paix et aident à promouvoir la réconciliation. Elles encouragent l'actionnariat local d'initiatives de consolidation de la paix et contribuent à la démocratisation du processus. Elles fournissent également un intermédiaire crédible entre les décideurs politiques et leurs circonscriptions.

Maintenir une coopération efficace du développement dans le conflit et la fragilité : messages clés

Rien n'est dû au hasard. Les événements ont une influence entre eux. Souvent, les conflits sont alimentés là où ont lieu des guerres d'agression qui sont menées pour l'hégémonie politique et socio-économique ; et des guerres de défense et de libération sont à leur tour menées pour y répondre. Les problèmes humanitaires, de développement et de paix doivent être résolus comme un ensemble. En s'inspirant de la richesse des discussions et des expériences partagées par les représentants de la société civile régionaux et sectoriels lors de l'activité de deux jours, les participants à la conférence d'étude se sont accordés sur les messages clés suivants :

- Promouvoir la cohérence des objectifs humanitaires, de développement et de paix et des mises en œuvre déterminées est fondamental pour remédier aux besoins immédiats et sur le long-terme des peuples vivant dans des contextes de conflit et de fragilité, notamment ceux vivant sous occupation. La cohérence de la planification du développement doit être pratiquée par les acteurs humanitaires, du développement et de la paix dans le contexte de mise en place des priorités, stratégies et actions de développement régionales et nationales.
- L'approche « triple nexus » pour le financement, la planification et la programmation doit respecter la loi humanitaire internationale, les lois et normes des droits de l'homme, notamment les instruments relatifs aux droits des femmes et promouvoir l'utilisation d'approches fondées sur les droits de l'homme et l'égalité hommes-femmes. C'est essentiel pour s'assurer que les droits et le bien-être des femmes, des peuples autochtones, des jeunes et des enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées, des communautés rurales et

autres secteurs vulnérables dans des contextes de conflits et fragiles sont protégés et maintenus. Les gouvernements doivent reconnaître et remplir leurs obligations extraterritoriales en respectant ces engagements.

- Les donateurs doivent mettre fin à la politisation et à la militarisation de l'aide humanitaire. Ils devraient s'abstenir de fusionner les objectifs humanitaires et géopolitiques économiques et de mettre en commun les fonds humanitaires et de développement pour promouvoir la sécurité, les migrations et les intérêts géopolitiques qui pourraient engendrer des conflits.
- En s'engageant dans des projets de coopération au développement et des activités clés, les donateurs et les gouvernements devraient donner la priorité aux besoins des personnes pauvres et vulnérables plutôt qu'aux intérêts commerciaux et commerciaux. Les activités qui facilitent l'extraction des ressources, l'exploitation des fonds marins et l'accaparement des terres risquent d'accentuer la vulnérabilité des groupes marginalisés. De même, toutes les formes de commercialisation et de cooptation des aides humanitaires et de lutte contre le conflit, des organisations, des institutions, de sorte que le profit devienne un moteur clé de l'aide et de l'action humanitaire, doivent cesser.
- L'inclusion et la participation significative des organisations de la société civile dans les processus et initiatives humanitaires, de développement et de consolidation de la paix devraient être renforcées. Le renforcement de la participation des OSC valorise l'appropriation démocratique locale de ces stratégies et est une condition préalable à la transparence et à la responsabilisation des gouvernements, des donateurs et des autres détenteurs d'obligations. Il est essentiel de mettre fin à l'impunité pour que les acteurs respectent les cadres de protection des droits de l'homme.
- Il est nécessaire d'intensifier les activités de plaidoyer en faveur de la mise en œuvre et de l'adoption de politiques concernant le bien-être des groupes les plus vulnérables pris au piège des crises humanitaires. Il s'agit notamment de politiques visant à promouvoir le droit à l'emploi, à l'éducation, à la liberté de mouvement, entre autres, tout en résolvant les causes du déplacement pour leur permettre de rentrer chez eux.
- Au-delà de la mise en évidence des mesures palliatives, les acteurs humanitaires, de développement et de paix doivent reconnaître l'importance de s'attaquer aux déterminants structurels des crises humanitaires tels que la pauvreté de longue date, les relations de pouvoir, les inégalités socio-économiques et entre les sexes, l'absence de terres et l'appropriation des terres et des ressources, la violence politique, l'insécurité et l'extraction des ressources. La résolution des causes profondes du problème est une étape fondamentale permettant de trouver des solutions qui promeuvent une paix juste et durable et exercent le droit au développement.

Au milieu de conditions intenses et de privations délibérées de l'espace civique, la persistance de la société civile et des mouvements populaires à affirmer leurs positions légitimes dans les discours sur l'humanitaire, la paix et le développement est une lueur d'espoir pour ceux qui vivent dans des contextes de conflit, de fragilité et d'occupation. La crise humanitaire qui sévit depuis des décennies en Palestine est un exemple

éminent de la façon dont les exigences du peuple en matière de développement durable, de justice et de paix durable sont liées dans le cadre de la quête nationale de libération de l'occupation israélo-américaine. L'affirmation des Palestiniens de leur droit de rentrer chez eux est l'un des nombreux exemples inspirants de la manière dont les peuples peuvent lutter et résister dans le monde entier pour mettre fin à l'injustice et à la violence.

Le Groupe de travail du POED sur le conflit et la fragilité a l'intention de transmettre les messages clés de ce communiqué en affirmant fermement la vision d'une paix et d'une sécurité justes et durables pour le peuple.

ACT Alliance

Groupe arabe pour la protection de la nature (APN), Jordanie

Bethlehem Farmers Union, Palestine

Cameroon Youths and Students Forum for Peace (CAMYOSFOP), Cameroun

Centro de Estudios e Investigación sobre Mujeres (CEIM), Espagne

Center for Research and Advocacy Manipur (CRAM), Inde du nord-est

Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED)

IBON International

Mouvement international des peuples autochtones pour l'autodétermination et la libération (MIPDSL)

International Migrants Alliance (IMA)

Iraqi Society for Consumer Rights Defense, Irak

Iraqi Society for Nutrition and Food Safety, Irak

National Confederation of Traditional Fishing (CNPAM), Maroc

National Observatory of Participatory Citizenship, Tunisie

PacificWin

Association des ONG des Îles du Pacifique (PIANGO), région du Pacifique

Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC), Palestine

Coalition des Peuples pour la Souveraineté Alimentaire (PCFS)

Refugee Welfare Association of Cameroon (RWAC), Cameroun

Roots for Equity, Pakistan

Servicio Jesuita a Refugiados, Équateur

Tanzania Organization for Agricultural Development (TOFAD), Tanzanie

[1] OCDE, 2018, États de fragilité 2018, extrait de : https://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/OECD%20Highlights%20documents_web.pdf

[2] Ibid.